

Politique de réparation des victimes : Un outil de restauration de la dignité des victimes

MALI

L'information est l'oxygène des temps modernes

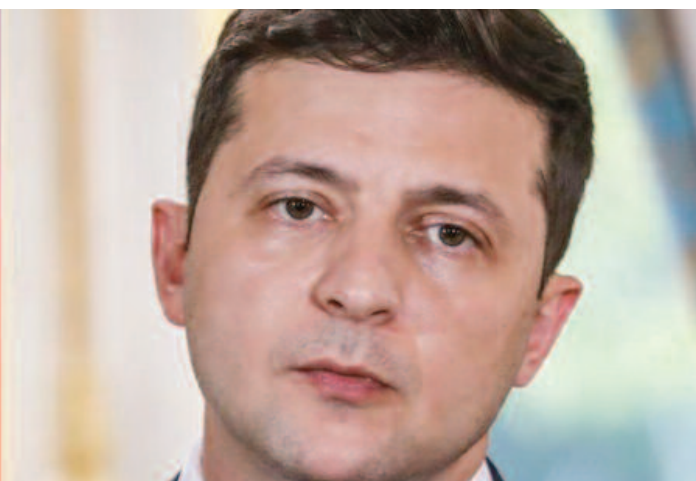
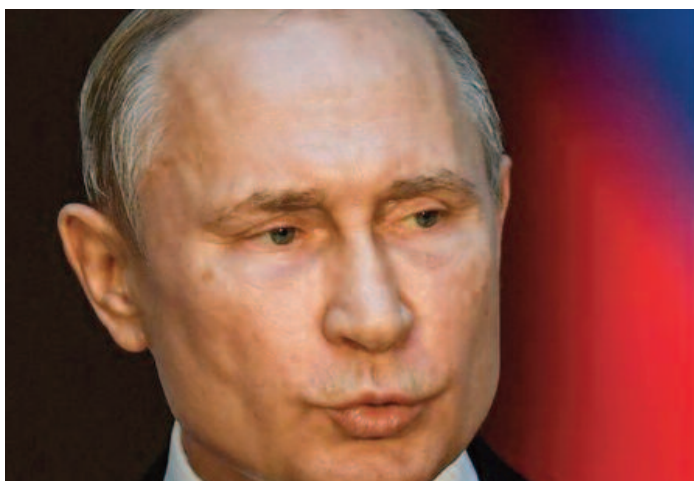
VENDREDI 04 MARS 2022

1050

Malikilé

www.malikile.com

QUOTIDIEN D'INFORMATION ET DE COMMUNICATION



Lutte contre le diabète : La fondation Orange Mali aux cheveux du CNLD



"LE DERNIER REFUGE" : La présentation du film pour le 5 mars 2022



COVID 19

CORONA VIRUS

PROTEGEONS NOUS ET PROTEGEONS LES AUTRES

Suivi des actions de prévention et de riposte au

03 Mars
2022

RESPECTONS LES MESURES BARRIÈRES



Porter le masque quand la distance de sécurité ne peut être respectée



Se laver les mains régulièrement



Tousser ou éternuer dans le coude



Respecter la distance de sécurité



Utiliser le gel hydro-alcoolique pour vous désinfecter les mains



Eviter de se serrer les mains



Eviter de se toucher le visage : la bouche, les yeux ou le nez

Echantillons testés

938

Nouveaux cas confirmés

01

Nouveaux guéris

02

Nouveaux décès

00

Au cours des dernières 24 H

06 malades hospitalisés dans les structures de prise en charge dont
02 cas graves en soins intensifs
46 suivis à domicile

Bilan global de la situation du Covid 19

cas confirmés

30 392

Guéris

29 535

Décès

724

dont 111 font l'objet d'un suivi médical



MALIKILÉ

Sensibilisation

Ministère de la Santé et du Développement Social

P.13



P.19



P.24



/ Une /



Conflit russo-ukrainien : Leçons pour l'Afrique !

P.5

/ Brèves /



Le processus budgétaire 2023 : Une croissance économique de 5,3% est attendue
 Mali : La France rappelle tous ses coopérants présents dans l'Administration
 Interdiction d'exploitation de bétail vers des pays voisins : Quand certains éleveurs contournent la frontière
 Mali : L'épouse de Soumeylou Boubeye Maïga réclame l'évacuation sanitaire de son mari
 Transition : Non au « partage de gâteau » !
 Mali : 8 terroristes tués et 16 suspects interpellés fin février (DIRPA)

P.13

P.13

P.14

P.14

P.15

/ Actualité /



Zones libérées du joug des terroristes par les FAMA au centre et au nord du pays :
 Le retour de l'Administration judiciaire en réflexion
 Projet « un policier, un toit » : Construction très prochaine d'un premier lot de 1000 logements sur 20000 prévus
 Politique de réparation des victimes : Un outil de restauration de la dignité des victimes
 Lutte contre le diabète : La fondation Orange Mali aux cheveux du CNLD

P.19

P.20

P.21

P.22

/ Politique /



Choguel Kokalla Maïga sur "VOXAFRICA" : Les autorités maliennes favorables à une durée raisonnable de la Transition
 Chronogramme consensuel : Le Mali et la CEDEAO semblent avoir pris conscience des conséquences de leur bras de fer sur les populations

P.24

P.25

/ Culture & société /



Festival International du Wassulu (FIWA 2022) : La diva de la musique malienne reçue au Ministère de la Sécurité et de la Protection Civile
 "LE DERNIER REFUGE" : La présentation du film pour le 5 mars 2022

P.26

P.27

/ International /



Guerre en Ukraine : Emmanuel Macron veut tirer les leçons de l'invasion russe au niveau européen
 France : La déclaration de candidature de Emmanuel Macron
 Burkina Faso : Les attentes par rapport à la nouvelle présidence du pays

P.28

P.29

P.30

/ Sport /



Mercato – Real Madrid : Ancelotti a recalé cette piste chaude du Barca !

P.31

Comité de rédaction

Quotidien numérique d'informations générales paraissant du lundi au vendredi

Edité par la Société **Agence Malienne de Presse et d'Informations (AMPI)**

Siège : Rue du Gouverneur (902) Immeuble Baye Niass – Faladié [Bamako – Mali]

Email : ampikile@gmail.com

Site Web : www.malikile.com

Contacts : +223 70 44 22 23

• **Gérant :** Moctar Sow

• **Redacteur en Chef :**

• **Rédaction Générale :** Karamoko B. Keïta, Moctar Sow, Ibrahim Sanogo, Yama Diallo

• **Service Commercial :** Youssouf Diarra

• **Secrétariat :**

L'INPS demeure au service des populations maliennes pour leur offrir l'espoir d'un avenir radieux



L'INPS au service des assurés sociaux



www.inps.ml



Email : inps@inps.ml



[INPS.Mali](https://www.facebook.com/INPS.Mali)



[@INPS_Mali](https://twitter.com/INPS_Mali)



Conflit russo-ukrainien

Leçons pour l'Afrique!

Nonobstant la compassion due à l'Ukraine, qui subit actuellement l'invasion russe, l'on ne peut manquer de souligner le cynisme et l'hypocrisie des occidentaux. En effet, aucun africain, aucun homme tout court, ne peut se satisfaire de la guerre. Comme dit le dicton : « S'il y avait

quelque chose de bon dans la guerre, dans l'agressivité, les chiens l'auraient trouvé ». Pas plus qu'ils ne sont favorables aux bases militaires étrangères implantées dans leurs pays, contre la volonté des peuples, les africains ne peuvent se réjouir de l'épreuve militaire qu'endure l'Ukraine, indépendamment de

leur sympathie pour Poutine. De ce point de vue, sur le principe, les condamnations africaines contre l'agression russe sont à saluer. Cependant, pour salubre qu'elle soit, cette prise de position ne doit pas s'analyser en un soutien ou une alliance avec les occidentaux. Malgré leur agitation et leur propagande médiatique, le camp occidental est coresponsable de cette guerre. Par leur expansionnisme jusqu'aux frontières russes, les Etats Unis et l'Europe auront précipité l'inévitable. Il est intéressant de voir toutes ces sanctions, édictées contre la Russie et ses gouvernants, pour les faire ployer ! Chaque jour qui passe apporte son lot de sanctions. Les questions



qu'on est en droit de se poser : Pourquoi cette focalisation sur la guerre russo-ukrainienne ? N'y aurait-il pas d'autres atteintes à la sécurité internationale, et aux droits de l'Homme qui mériteraient l'attention des Occidentaux ?

Que ne réagissent-ils pas, face aux souffrances infligées par Israël au peuple palestinien ! De même, pourquoi n'ont-ils pas réagi semblablement envers la Birmanie, lorsqu'elle réprimait les Rohinga dans le sang ? Comment pourraient-ils se prétendre chantre de la démocratie, eux qui soutiennent des dictatures en Afrique et au Moyen-Orient ? ; Eux qui, bien souvent, se vantent de vendre des armes à des puissances supposément impliquées dans le terrorisme ! Pourquoi le camp occidental ne se bat-il pas assez, pour mettre fin au conflit au Yémen ? En clair, pourquoi cette indignation sélective ? Les Ukrainiens seraient-ils supérieurs en dignité aux autres peuples ? La vérité, la plus choquante, la plus cynique, c'est que les gouvernements occidentaux ne sont mus que par leurs intérêts ! Toute leur phraséologie sur les droits de l'Homme, la souveraineté, la paix, la démocratie n'est que pure hypocrisie !

Certains médias occidentaux, poussant la sur-enchère, vont jusqu'à comparer Poutine à Hitler ! Quoi qu'il en soit, l'histoire retiendra que

la traite négrière fut commise - non pas par la Russie, mais - par les Occidentaux ! Les mêmes qui n'envisagent aucunement de présenter des excuses pour les crimes de leurs ancêtres.

Aussi, il importe que l'Afrique garde sa neutralité ! Son mérite sera d'œuvrer au retour de la paix, en Ukraine et partout dans le monde. Sa neutralité en fait un potentiel facilitateur ! De même, cet épisode devrait interpeller les dirigeants africains qui, s'illusionnant d'être

les protégées des superpuissances occidentales, s'autoriseraient des actes de défiance sur la scène internationale ! Ne voila-t-il pas que les occidentaux refusent de soutenir militairement l'Ukraine, après l'avoir manipulé contre la Russie ? Nous autres africains, ne pouvons qu'agir pour le retour de la paix, jamais nous aligner !

Malik WOGO



Le doyen
El hadj Oumar Niang
s'en est allé



Le directeur de publication et la rédaction du journal Le SPHINX

ont la profonde douleur de vous annoncer le décès de **El Hadj Oumar Niang** père de notre collègue Alpha Macki Niang. Décès survenu le **vendredi 25 février 2022** **par suite d'une maladie** à l'âge de 96 ans. **L'enterrement a eu lieu le samedi 26 février 2022** chez lui-même à Bamako-Coura.

Dors en paix patriarche et que la terre te soit légère. Amen.

■ Samprin Bob

#Burkina- Albert Ouédraogo, économiste est nommé Premier Ministre.



■ Ammy Baba Cisse

La CMA demande aux populations de l'Azawad de soutenir le CSP dans ses idéaux de paix et de cohésion. Communiqué officiel



■ Meguetan Infos



Yaya Touré, l'ancien milieu de terrain de Monaco, Barcelone et Manchester City a expérimenté ce que vivent les Noirs qui essaient de fuir l'Ukraine en guerre. En 2019, celui qui a joué en Ukraine à l'âge de 20 ans, a révélé ce qu'il a subi lors de son passage au Metalurg Donetsk. Une humiliation qui a aussi été infligée à son père sur un terrain ukrainien....



Une quarantaine de producteurs ruraux de 8 communes de la région de Koulikoro ont participé ce mardi 02/03/2022 à une formation sur la collecte des données pluviométriques. Cette journée de formation vise à renforcer les connaissances des participants sur les informations météorologiques, particulièrement la collecte et la gestion des données pluviométriques sur le terrain. Cette formation est initiée par l'ONG Climate Smart Agricultural Technologies (CSAT) à travers MALIMARK avec l'appui de (IITA). ...



■ Casimir Sangala



Actus Apej Mopti
Échanges sur le développement de la Région de Bandiagara aux côtés du Pnud

La coordination régionale de l'"APEJ Mopti participe depuis ce matin à l'atelier Technique avec les responsables des services techniques sur la réalisation des infrastructures socio économiques à Bandiagara. Cette activité qui est initiée par le PNUD était présidée par le Gouverneur de la région de Bandiagara Monsieur Sidy Mohamed El-bechir Baby.

Jeunes investissons pour votre emploi.



Actus APEJ SIKASSO

Notre personnel régional a été recyclé en bilan de compétences afin d'améliorer l'accueil et l'orientation professionnelle des usagers. Cérémonie de clôture de trois jours de formation en bilan de compétences des cadres de l'APEJ/ANPE des conseillers, points focaux et animateurs dans le cadre de la mise en oeuvre des programmes de formation et d'insertion MLI 21/MLI22/MLI 26 Financés par le Partenariat APEJ/LuxDev dans la Région de Sikasso. Jeunes, investissons pour votre emploi.



Financial Afrik



La Banque africaine de développement (BAD) a signé, lundi 28 février à Abidjan, un protocole d'accord de don de 400.000 USD avec le Dépositaire central/Banque de règlement de l'Union monétaire ouest-africaine (Umoa), destiné à moderniser l'infrastructure du marché financier régional.



Le groupe de la Banque islamique de développement (BID) va accroître et diversifier son champs d'interventions au Gabon en apportant des appuis budgétaires dans plusieurs secteurs de production notamment dans les infrastructures et économiques et sociales.



Gouvernement du Mali



COMMUNIQUE N°05-2022-MTI

Dans le cadre de la réhabilitation des voitures-voyageurs en vue de la relance du trafic ferroviaire entre Bamako et Kayes, le Ministre des Transports et des Infrastructures informe l'opinion publique que la locomotive CC22-05 effectuera des mouvements entre les ateliers centraux de Korofina et la gare ferroviaire du District de Bamako.

Ces tractions se dérouleront le vendredi 4 mars 2022 de 10 heures à 13 heures.

Le Ministre appelle la population à la prudence, en l'occurrence pour la traversée des passages à niveau.

Le Ministre sait compter sur le sens civique et l'esprit de coopération des riverains et de toutes les personnes aux abords des rails.

Bamako, le 3 mars 2022



Madjer Football



A l'annonce de la présentation du nouveau projet de la SuperLeague, le président de l'UEFA, Aleksander Čeferin a réitéré ses menaces envers les clubs participants :

« J'en ai assez de parler de ce projet non footballistique. (...) Ceux qui veulent jouer en Super League ne pourront pas participer aux compétitions organisées par l'UEFA. Ils ont d'abord lancé leur projet de non sens au milieu de la pandémie, maintenant on comprend qu'ils en lancent un autre au milieu d'une guerre. Ces gens doivent vivre dans un univers parallèle. »



Sangha Lakamané



Marche Dakar-Bamako :1360Km

Le coeur et l'endurance : La fatigue n'est que psychologique .

Il faut être mentalement prêt et physiquement apte ,connecter l'âme ,le corps et l'esprit .

Nous sommes à Tambacounda avec nos camarades de la société qui se sont positionnés comme acteurs de ce processus.

Ben le Sage ,nous sommes satisfaits de l'accueil , Tambacounda vit et fait vivre le panafricanisme .

Marchons vers BAMAKO

Marchons pour l'État fédéral africain



RASTA SIDY



Partout dans le monde, des manifestations contre la guerre en Ukraine

À Berlin, au moins 100.000 personnes, selon la police, se sont réunies dans le centre, 70.000 à Prague, 40.000 à Madrid, 15.000 à Amsterdam ou encore 10.000 à Copenhague.

#RASTA SIDY



Mali Actu



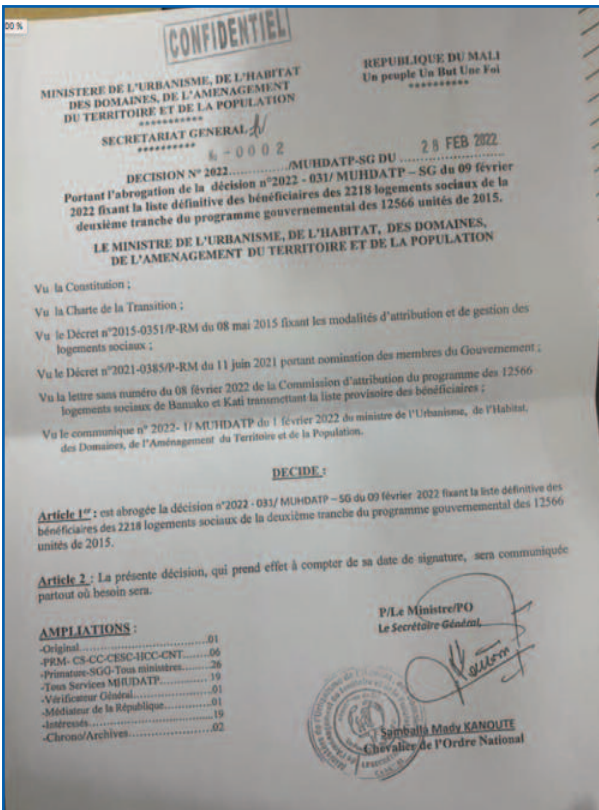
Les assassinats ciblés continuent au nord et au centre du Mali. Règlement de compte ou fait isolé, le MSA a enregistré plusieurs pertes et tentatives d'assassinat ces derniers mois.



NIANG TV



#Mali: La liste définitive des bénéficiaires des 2218 logements sociaux de la deuxième tranche du programme gouvernemental des 12566 unités de 2015 a été abrogée !



Wassim Nasr



#Ukraine soleil noir...une des principales leçons du conflit #Syrie-n, les plus motivés, même minoritaires au départ, finissent par rafler la mise. L'inaction ou l'action inadaptée favorise inexorablement les extrêmes et jouera au profit du storytelling de «denazification»



Abdoul Mbaye



Les condamnations et les sanctions pleuvent contre la Russie. Ah! si nous pouvions avoir pareil consensus contre la colonisation de Jérusalem, du Golan et des territoires palestiniens! Le monde serait sans doute meilleur car plus juste.

Les premiers musulmans furent persécutés. Ils trouvèrent refuge auprès d'un roi chrétien et donc croyant qui leur offrit l'hospitalité. L'imam SALL doit rappeler ce fait essentiel au développement de l'Islam et présenter ses excuses à l'occasion de ce début de carême.

Macky Sall



Je remercie mon ami le Premier Ministre @JustinTrudeau du Canada pour son appel de ce jour. Nos deux pays entretiennent d'excellentes relations. Je me réjouis de son soutien au projet de chemin de fer Dakar-Tambacounda.

Larmes des pauvres



-- Selon les services des renseignements Mauritaniens les cadres du #JNIM dont : Hamza Al Shanqiti et deux arabes #Mali-ens, Mohamed Ould Abdel Rahman Aknifer Ould Hamada Ould Hamed séjournent en ce moment en #Mauritanie.



Hamadoun Nialibouly, Olivier Dubois et Moussa M'Bana Dicko, journalistes toujours otages au Mali



N'oublions pas Hamadoun Nialibouly, Olivier Dubois et Moussa M'Bana Dicko, journalistes otages au Mali

Le 2 mars 2022 - Ils sont trois journalistes. Ils couvrent le même pays : le Mali. Un pays qu'ils aiment et où ils vivent. Tous les trois y sont otages, depuis trop longtemps. Probablement pas des mêmes groupes, ni retenus au même endroit. Mais ils partagent sans doute la dureté des conditions de détention, la solitude, et l'angoisse de ne pas savoir quand ils sortiront de ce long tunnel. Leurs proches partagent le même quotidien d'attente et de douleur.

Hamadoun Nialibouly, journaliste malien travaillant pour la radio Dande Douentza (la Voix de Douentza), a été descendu d'un car le 27 septembre 2020, à Mandjo, dans la région de Mopti, alors qu'il rentrait de Bamako après y avoir suivi un atelier de formation de journalistes (dans le cadre du projet Mali Media). Ses ravisseurs ne seraient pas des djihadistes mais une milice de chasseurs traditionnels. Depuis, aucune nouvelle de lui. Il est retenu depuis 17 mois.

Olivier Dubois, journaliste français vivant au Mali depuis six ans avec sa famille, correspondant pour des journaux français (Le Point, Libération, Jeune Afrique) et ayant auparavant travaillé pour Journal du Mali, a été enlevé à Gao le 8 avril 2021. Un enlèvement revendiqué par vidéo le 5 mai 2021 par le Groupe de soutien à l'islam et aux musulmans, une alliance djihadiste au Sahel affiliée à Al-Qaïda. Il est retenu depuis près de 11 mois.

Moussa M'Bana Dicko, journaliste malien chef des programmes de la radio Dande Haïre (La Voix de Haïré), a été enlevé chez lui à Boni (secteur de Douentza) le 18 avril 2021 par des présumés djihadistes. Ils ont expliqué à sa famille qu'il aurait tenu des propos critiques à leur rencontre. Depuis son enlèvement seul un ex-codétenu a donné de ses nouvelles, il y a plus de trois mois. Il est retenu depuis 10 mois.

Ces trois journalistes ne faisaient qu'exercer leur métier, malgré les menaces et le contexte de plus en plus difficile.

Aujourd'hui, journalistes de France et du Mali joignent leurs espoirs que leurs confrères soient libérés le plus rapidement possible. Ils demandent à toute personne ou institution, en France ou au Mali, qui aurait une parcelle de pouvoir de faire progresser leur libération, de s'y employer.

Nous, organisations syndicales de journalistes maliennes (Union nationale des journalistes du Mali - Unajom), françaises (SNJ, SNJ-CGT et CFDT-journalistes), et internationale (Fédération internationale des journalistes), ainsi que la Maison de la presse du Mali, invitons les journalistes du monde entier et tous ceux qui croient à la mission nécessaire des journalistes à faire connaître autour d'eux la situation de Hamadoun Nialibouly, Olivier Dubois et Moussa M'Bana Dicko, pour qu'ils ne soient pas oubliés.

Contacts : snj@snj.fr, contact@snjcgf.fr, journalistes@f3c.cfdt.fr, ifj@ifj.org, konatedaou@yahoo.fr (Unajom), dantebandiougou75@gmail.com (Maison de la Presse du Mali)

Le processus budgétaire 2023 : Une croissance économique de 5,3% est attendue



Le ministre de l'Économie et des Finances, Aousseni SANOU, a présidé par visioconférence les travaux de lancement du processus budgétaire 2023 dans les locaux dudit ministère, le lundi 21 février 2022. C'était en présence du directeur général du Budget, Amadou Tidiane Haidara.

A l'entame de son discours, le chef du département de l'Économie et des Finances, Aousseni SANOU, rappelle que cette conférence de lancement des travaux du processus budgétaire 2023 se tient dans un contexte de sanctions économiques et financières disproportionnées prises par la CEDEAO et l'UEMOA contre le Mali, en plus de la lutte contre la Covid-19 et l'insécurité. Ensuite, il fait part de l'évolution récente de l'économie du pays et également les attentes par rapport aux thèmes importants qui ont été l'objet des échanges. « La contraction de 2020 liée au Covid-19 et aux conséquences de la situation sécuritaire, l'économie malienne a renoué avec la croissance en 2021, qui devrait s'accélérer en 2022 et 2023 pour atteindre respectivement des taux de 3,5% et de 5,3%. L'inflation demeure maîtrisée, nettement inférieure au critère de convergence communautaire de 3% », dit le ministre SANOU.

S'agissant de l'exécution budgétaire 2021, la mobilisation des recettes fiscales ressort plus satisfaisante, se réjouit-il, que celle enregistrée en 2020, avec un taux de pression fiscale qui remonte à 15,5% du PIB contre 14,3% en 2020. « En ce qui concerne l'année budgétaire 2022 en cours, en dépit du contexte actuel caractérisé par des sanctions économiques et financières prises par la CEDEAO et l'UEMOA, le gouvernement travaillera à l'amélioration de l'exécution budgétaire, poursuivant ainsi le double objectif d'intensification de la mobilisation des ressources intérieures et de maîtrise des dépenses », promet le locuteur du ministère de l'Économie et des Finances. L'exécution des dépenses a été contenue dans la limite des dépenses prévues, soit 22,5% du PIB contre une prévision de 25,8% en 2020. Le niveau de déficit budgétaire est ressorti à 4,7% du PIB, nettement meilleur que la prévision de 5,5%. Toutefois En 2023, les perspectives macroéconomiques du Mali incitent

Mali : La France rappelle tous ses coopérants présents dans l'Administration



Au même moment où Paris annonçait le 17 février, le retrait de ses troupes du Mali, avec une réarticulation de sa force militaire Barkhane, et de la Force européenne « Takuba », il avait été décidé de geler la coopération civile française au Mali, avec notamment le retrait des coopérants français présents dans les rouages de l'administration. Ils vont s'apprêter à quitter le Mali.

Avec notre correspondant à Bamako, Serge Daniel

Quelques dizaines de coopérants français qui travaillent au Mali dans des ministères dont par exemple celui de la sécurité ou encore dans des sociétés d'État, sont concernés par la mesure. Leurs expertises étaient plutôt appréciées. Ils retourneront bientôt dans leurs pays jusqu'à nouvel ordre.

Cette décision est une autre conséquence de la dégradation des relations entre la France et le Mali. Ce gel de la coopération technique est doublé d'un gel du financement français de plusieurs projets via des structures de l'État malien. De source proche du dossier, on explique que l'objectif est de s'assurer « que l'argent destiné à un projet ne prenne pas une autre direction ». Mais les mêmes sources soulignent que malgré la crise entre les deux pays, toutes les vannes de la coopération franco-malienne ne seront pas fermées.

LES COOPÉRANTS DE L'UNION EUROPÉENNE RESTENT

Par exemple, explique un expert, en compensation, pour l'aide civile, Paris passera par les ONG crédibles sur le terrain, ou par des aides directes aux populations. Ce sera le cas d'un projet d'aide destinée à des milliers de personnes en situation d'insécurité alimentaire. Les autorités maliennes seront tenues informées au cas par cas, ajoute notre interlocuteur. Mais si les experts français qui sont payés exclusivement de leur pays s'en vont, ceux qui travaillent au nom de l'Union européenne ne sont pas concernés par la décision. Ils restent sur le terrain.

Source : RFI

à la mise en œuvre, poursuit le ministre de l'Économie et des Finances, d'une politique budgétaire prudente, malgré une reprise de l'activité économique avec un taux de croissance réel attendu de 5,3% contre 3,5% en 2022. Quant à l'inflation, elle resterait stabilisée autour de 2%. Trois thèmes importants pour ce processus budgétaire 2023 ont été abordés. Il s'agit de « l'articulation entre la réforme budgétaire et la réforme administrative : enjeux et défis ; la pratique de l'évaluation des programmes : forces et faiblesses des outils et du dispositif et l'animation du dialogue de gestion au cours du processus budgétaire : acteurs, processus et enjeux ».

Falaye Sissoko / Source : Canard Déchainé

Interdiction d'exploitation de bétail vers des pays voisins : Quand certains éleveurs contournent la frontière

Le Mali est un pays d'élevage par excellence. Il exporte le bétail dans les pays voisins. Les autorités maliennes ont décidé d'interdire la vente de bétail à l'extérieur du pays, suite à l'embargo illégal et injuste infligé à notre pays par les Chefs d'État de la Communauté Economique des Etats d'Afrique de l'Ouest (CEDEAO).

Comme on devait s'y attendre, cette décision de nos autorités a eu des répercussions négatives sur beaucoup de pays voisins qui dépendent du Mali en matière de consommation de la viande. Elle a du coup rendu le bétail rare chez nos pays voisins. Le prix du kilogramme de la viande aurait grimpé dans ces pays et serait estimé entre 5000F à 6000F chez certains de nos voisins.

Cependant, des éleveurs indéliçables, par cupidité, violent cette décision de nos autorités en contournant en catimini les frontières maliennes dans les localités de Nanankoro, dans la région de Bougouni, Misseni dans le cercle de Kadiolo pour se rendre sur le territoire ivoirien. La Côte d'Ivoire qui est bon consommateur de la viande malienne organiserait même cette traversée frauduleuse des frontières. Il nous revient par d'autres sources que les mêmes pratiques se font aux frontières sénégalaise et burkinabè.

Il faut que les citoyens respectent les décisions des autorités, afin de les conforter dans la gestion du pays. Certains maliens sont devenus des caméléons, ils poussent les autorités à prendre des décisions, mais qu'ils violent à cause de leur cupidité.

Les responsables de la filiale bétail sont interpellés pour assainir le secteur, étant donné que ce comportement impropre de certains éleveurs est à la base de désordre actuel.

Seydou Diamouténé / Source : 22 Septembre



Mali : L'épouse de Soumeylou Boubeye Maïga réclame l'évacuation sanitaire de son mari



Dans une lettre ouverte adressée au Président de la Transition datée du 1er mars, Maïga Binta Yatassaye, épouse de l'ancien Premier ministre, Soumeylou Boubeye Maïga, réclame l'évacuation sanitaire de son mari. Incarcéré depuis le mois d'août pour des soupçons de corruptions et de favoritisme dans deux affaires distinctes, Soumeylou Boubeye Maïga est hospitalisé sous surveillance policière dans une clinique de Bamako depuis près de 3 mois.

Dans une missive sous forme de plainte, Maïga Binta Yatassaye revient sur l'état de santé de son mari. Soumeylou Boubeye Maïga aurait depuis sa détention perdu plus de 23 kilos et serait dans un état de santé critique, son pronostic vital serait même engagé, selon ses proches.

DÉMARCHES RESTÉES « LETTRE MORTE »

S'adressant au Président de la Transition, le Colonel Assimi Goïta, elle déclare que toutes les démarches entreprises en vue de son évacuation sont « restées lettre mortes ». Selon ses mots et pour préserver, je cite, la vie du citoyen Soumeylou Boubeye Maïga, tout son espoir réside sur la décision du Président de la Transition en tant que « décideur final », face à une situation qu'elle juge inhumaine et intenable.

Maïga Binta Yatassaye poursuit son argumentaire en déclarant qu'un collège de médecins et un conseil de santé ont soumis aux autorités l'urgence de l'évacuation de son mari. Le plateau technique disponible au Mali ne permettant pas une prise en charge efficiente.

ACCUSATIONS DE MALVERSATIONS ET DE CORRUPTION

Enfin, et prenant « le peuple malien en témoin », elle s'engage au retour au Mali de son époux lorsque sa santé le lui permettra, afin qu'il réponde à la justice. L'ancien ministre de la Défense et ancien Premier ministre est accusé de malversations et de corruption dans les affaires d'achat d'un avion présidentiel et celle de l'achat d'équipements militaires en 2014. Aucune date n'a encore été fixée pour ces procès.

Source : RFI

Transition : Non au « partage de gâteau » !

Au Mali, la nouvelle Charte de la Transition a été adoptée à l'unanimité par les membres du Conseil National de la Transition, qui fait office de Parlement intérimaire : 120 voix pour, zéro contre et zéro abstention. Ce 25 février 2022, le président de la Transition, Chef de l'Etat a promulgué la loi portant révision de la charte de la Transition. Alors qu'il est dit dans la nouvelle Charte de la Transition que le nombre de Conseillers du Conseil National de la Transition (CNT) passe de 121 à 147. Ce qui signifie que 26 nouveaux membres feront leur entrée dans cet organe législatif transitoire du Mali. De même qu'il y est dit que les portefeuilles ministériels ont augmenté. Aussi, une place de choix y est accordée à "l'application intelligente" des recommandations des Assises Nationales de la Refondation (ANR), qui se sont tenues en décembre dernier dans tout le pays ainsi qu'au sein de la diaspora.

Mais de cette révision de la Charte est acceptée par une large majorité des acteurs politiques, de la Société civile et de la population malienne, il n'en demeure pas moins qu'elle est réfutée par une opposition politique radicale incarnée par le « Cadre d'échanges des partis et regroupements politiques pour une transition réussie ». Cette dernière, composée de partis politiques hétéroclites et contre nature, s'était fortement obstinée en faveur de l'organisation des élections générales à partir du 28 février dernier. Il n'en fut pas le cas. En raison de cela, le « Cadre... », menace de ne plus reconnaître la légalité du pouvoir transitoire à partir du 25 mars prochain. En lieu et place, il propose la destitution de Choguel K Maïga au profit d'un « PM neutre ». Lequel serait chargé de former un nouveau Gouvernement d'Union nationale « inclusif ». Est-ce à comprendre que si jamais le pouvoir transitoire venait à inviter le « Cadre ... » à un grand souper pour discuter de l'élargissement des membres des conseillers et du



partage de portefeuilles ministériels à ses militants, celui-ci accepterait.

Une chose est en tout cas certaine, les acteurs politiques maliens, généralement soucieux de leur propre bien-être que de l'intérêt national, sont les habitués au « partage de gâteaux ». Tout leur brouhaha ne consiste qu'à se faire une place de choix au sein des institutions du pays comme ministres ou Hauts fonctionnaires politico-administratifs. L'élargissement possible du Gouvernement et du Conseil National de Transition, pourrait favoriser, selon certains observateurs, leur rentrée au Gouvernement tout comme au CNT aux fins d'un apaisement du climat politique au Mali.

Dans les jours et semaines à venir, si ce scénario de « partage de gâteaux » venait à se réaliser. Ce qui est fort possible. Cela serait hélas préjudiciable à l'esprit de refondation du Mali (« Mali Kura »). Tant souhaité par une majorité de maliens. Mais comme dirait l'autre, « les mauvaises habitudes ont toujours la vie dure ». Néanmoins pour l'intérêt supérieur de la nation malienne, le pouvoir transitionnel ne doit pas tomber dans le piège des « politicards ». Il doit résister pour amener le bateau Malien à bon port. Afin que la politique puisse désormais profiter aux masses populaires qu'à une minorité de classe politique de carriéristes politiques !

Gaoussou Madani Traoré / Source : Le Pélican

Transition : Non au « partage de gâteau » !

Huit terroristes ont été tués, 16 suspects interpellés et trois bases démantelées par les Forces armées maliennes (FAMA) au cours de leurs opérations de sécurisation menées du 24 au 28 février dernier, a annoncé mercredi la Direction de l'information et des relations publiques des armées (Dirpa) dans un communiqué.

Sur le théâtre centre (zones d'Alatona, Niono, Bandiagara, Bankass, Mandoli Koro) de l'opération "Kélétiqi" du plan "Maliko", les offensives ont permis aux FAMA de tuer huit terroristes, d'arrêter sept suspects et de détruire des mines artisanales.

Le communiqué ajoute que quatre terroristes présumés ont été interpellés dimanche à Niafunké (Tombouctou), dans le nord du pays. Cinq terroristes présumés ont également été interpellés lors des opérations du théâtre sud (région de Sikasso) et mis à la disposition de la gendar-



merie. Pour la Dirpa, ces "succès" confirment la volonté des FAMA de "consolider les acquis opérationnels face à des terroristes de plus en plus fébriles, mais qui disposent toujours de capacités de nuisance reposant désormais sur la pose des mines artisanales et la prise en otage de civils utilisés comme boucliers humains". Depuis 2012, le Mali est confronté à une profonde crise multiforme aux niveaux sécuritaire, politique et économique.

Source : Agence de presse Xinhua

8

NatuJus
naturellement doux!

MARS

journée mondiale de la femme



che communication 79829798

Contacts :

+223 93 45 18 84 / 78 94 23 14

Email : nnatujus@gmail.com



Office central de Lutte contre
l'Enrichissement illicite (OCLEI)

Ministère de la Justice et
des Droits de l'Homme (MJDH)

APPEL A CANDIDATURE

L'Office central de Lutte contre l'Enrichissement illicite (OCLEI) et le Ministère de la Justice et des Droits de l'Homme (MJDH), dans le cadre du Programme conjoint d'Appui à la Lutte contre la corruption, la délinquance financière et l'enrichissement illicite au Mali (LucCEI) recrutent **un coordinateur** pour l'animation d'ensemble, l'assurance qualité et l'interface entre l'Ambassade du Royaume des Pays Bas au Mali et les structures de mise en œuvre du programme.

POSTE ET MISSION

Les responsabilités spécifiques du/ de la coordinateur/trice sont :

1. Assurer la planification, la mise en œuvre et le suivi-évaluation des stratégies et activités du projet ;

- Appuyer les cellules de planification, de suivi et d'évaluation de la mise en œuvre des activités du Ministère de la justice et de l'OCLEI dans l'élaboration de leurs Plans d'Opération Annuelle et les chronogrammes d'activités avec comme référence le document de base du projet ;
- Coordonner l'élaboration ; la soumission conjointe et la mise en œuvre du plan de travail annuel, des budgets et des rapports d'activités du Ministère et de l'OCLEI ;
- Mettre en place avec les Cellules du Ministère et de l'OCLEI un système de suivi évaluation,
- Appuyer l'élaboration des TDR en rapport avec les activités du programme ;
- Produire les différents rapports du projet en tenant compte des résultats du suivi-évaluation ;
- Préparer les réunions du comité de pilotage du projet, assurer le secrétariat et veiller à l'application des décisions et recommandations dudit comité ainsi que la prise en compte de celles des partenaires techniques et financiers appuyant le projet ;
- Participer aux différentes évaluations et études du projet ;
- Tenir un système de classement approprié de la documentation du projet ;

2. Contribuer à la gestion administrative, budgétaire, financière et comptable de la mise en œuvre du projet ;

- Travailler en étroite collaboration avec les différentes structures partenaires (MJDH, OCLEI, services centraux, société civile etc) pour la préparation et le suivi de la mise en œuvre des budgets annuels conformément aux calendriers des donateurs ;
- Coordonner l'élaboration conjointe des demandes annuelles de fonds conformément aux plans et aux budgets approuvés ;
- Coordonner la réorientation, au besoin les révisions budgétaires ; s'assurer que la gestion financière et comptable des activités du projet est effectuée en conformité avec les réglementations nationales et les accords pris avec les bailleurs de fonds ;
- Coordonner les audits annuels du projet (élaboration des TDR, recrutement des prestataires, supervision du processus, etc).

3. Assurer la Représentation du projet

- Représenter le projet LucCEI au besoin auprès des partenaires gouvernementaux et non gouvernementaux, des bailleurs de fonds et d'autres agences ;
- Assurer que les cellules de planification, de suivi et d'évaluation de la mise en œuvre des activités du Ministère et de l'OCLEI sont régulièrement informées et représentées dans les réunions des partenaires et autres acteurs du projet ;
- Effectuer les visites régulières de terrain auprès des partenaires et acteurs et intégrer les expériences acquises au niveau du projet.

QUALIFICATION ET PROFIL DU CANDIDAT

Le coordinateur doit être de nationalité malienne ou établi au Mali. Par ailleurs, il doit remplir les critères ci-après :

- Être titulaire d'un diplôme universitaire (BAC+5) dans les domaines suivants : sciences sociales, Droits, Économie/Finances, gestion de projet, etc.
- Avoir au moins 5 ans d'expérience dans la coordination/gestion des projets de développement, notamment dans la gestion de programme pluridisciplinaire
- Avoir au moins 5 ans d'expérience de travail dans un poste de responsabilité dans le secteur public ou privé, de préférence dans un contexte de financement extérieur ;
- avoir des expériences dans la mise en œuvre des projets de renforcement des capacités des acteurs de la Justice, des structures de contrôle, des ONG et de la société civile ;
- avoir une bonne connaissance des problématiques des droits humains, de la justice, de la lutte contre la corruption

Constituent un atout :

- L'expérience dans un organisme de lutte contre la corruption, la délinquance financière et l'enrichissement illicite ;
- Le travail dans une ambassade ou une organisation internationale ;

CONDITIONS REQUISES

- Connaître l'environnement des droits humains et de la lutte contre la corruption et l'enrichissement illicite aux plans national, régional, sous régional et international ;
- Avoir une bonne connaissance de l'administration publique malienne ;
- Être apte à travailler sous pression ;
- Être capable de respecter la confidentialité et le secret professionnel ;
- Avoir de bonnes compétences en communication orale et écrite ;
- Avoir un esprit d'équipe et l'esprit critique ;
- Avoir une intégrité morale et un sens d'éthique et de la déontologie ;
- Être rigoureux dans le travail et avoir le sens du respect du supérieur hiérarchique et de ses collaborateurs ;
- Maîtriser l'outil informatique

DUREE DU CONTRAT DU COORDINATEUR

Le contrat est conclu pour la durée du programme.

OBLIGATIONS DU PROGRAMME

Le programme mettra à la disposition du Coordinateur l'ensemble des documents, dossiers et outils appropriés et nécessaires à l'exécution de sa mission. Il mettra également à sa disposition un bureau avec des équipements nécessaires pour assurer une bonne prestation de service. Une évaluation de la performance sera faite les six premiers mois et une copie jointe au rapport semestriel du projet. Par la suite, les évaluations se feront annuellement.

Les conditions d'emploi feront l'objet d'un contrat à négocier avec l'OCLEI.

PIECES A FOURNIR

Le dossier de candidature devrait comporter les pièces suivantes :

- Une lettre de motivation adressée au Président de l'OCLEI ;
- Un CV actualisé ;
- Une copie certifiée conforme des diplômes de formation supérieure ou équivalences ;
- Trois (3) lettres de recommandation ;
- Un extrait de casier judiciaire datant de moins de trois mois.

DEPOT DES DOSSIERS DE CANDIDATURE

Les dossiers de candidature peuvent être envoyés ou déposés directement à l'une des adresses suivantes au plus tard le 20 mars 2022 à 16 heures GMT :

- A l'accueil de l'Office central de Lutte contre l'Enrichissement illicite, au rez-de-chaussée ;
- Ou par courrier électronique (louologuem@oclei.ml).

Pour tous renseignements complémentaires, s'adresser à l'Assistant des Ressources humaines, Place CAN, face à la station Total, Hamdallaye ACI 2000-Bamako.

Aucune soumission ne sera acceptée après la date limite indiquée.

Des interviews par un jury seront organisées avec les candidats présélectionnés. Les candidats présélectionnés pour les interviews seront informés dans un délai de 15 jours après la date de soumission des candidatures.

Bonne chance.

Zones libérées du joug des terroristes par les FAMA au centre et au nord du pays : **Le retour de l'Administration judiciaire en réflexion**

Le ministre de la Justice et des Droits de l'Homme, Garde des Sceaux, Mamoudou Kassogué, a présidé, le lundi 28 février dernier, à l'hôtel Salam, l'ouverture des travaux de l'atelier de réflexion et de planification stratégique sur la réforme de la justice et le déploiement des acteurs de la justice dans le centre et le nord du Mali. Cet atelier de trois (3) jours est organisé par le département en charge de la Justice et des Droits de l'Homme, avec l'appui financier et technique de la MINUSMA et du PNUD. Son objectif : la réalisation de la réforme en cours du secteur de la justice et plus généralement, le fonctionnement et la sécurisation effectifs du service public de la justice, y compris dans le centre et le nord du Mali. C'était en présence de la représentante du système des Nations Unies, Mme Marie GUIRAUD et d'autres personnalités.

Au cours de cet atelier, les participants ont eu droit à trois principales présentations portant sur : une meilleure appropriation par les acteurs de la justice, de la loi d'orientation et de programmation du secteur de la Justice et son Plan d'Action 2020-2024 ; les textes législatifs et réglementaires en cours de relecture par la Commission permanente législative ; l'état de mise en œuvre de l'accord passé entre le Gouvernement et les Syndicats, pour assurer la sécurité des acteurs de la justice au centre et au nord du pays. En souhaitant la bienvenue aux participants, le Directeur National des Affaires Judiciaires et du Sceau, Mohamed Maouloud Najim, a rappelé que la Loi d'Orientation et de Programmation de la Justice (LOPJ), adoptée depuis décembre 2019, est peu connue des acteurs qui en sont à la fois bénéficiaires et chargés de sa mise en œuvre. Il estime que cet atelier offre l'occasion de satisfaire ce besoin.

Ces journées, selon la représentante de la MINUSMA, Mme Marie GUIRAUD, spécialiste des Affaires judiciaires hors classe, visent à approfondir les réflexions entre partenaires aussi bien sur la planification de la réforme de la justice et le renforcement du déploiement des acteurs judiciaires dans le centre et le nord du Mali. "Les travaux de ces trois jours d'atelier doivent permettre non seulement de faire connaître davantage le chantier ambitieux de la réforme de la justice, qui mérite d'être appuyé, mais aussi d'en faire un état des lieux et d'identifier les moyens de le faire avancer", a-t-elle conclu.

Dans son discours d'ouverture, le ministre de la Justice, Mamoudou Kassogué, a indiqué que le retour de la sécurité, qui est un préalable à



la présence de l'Etat dans les zones du centre et du nord du Mali, devient de plus en plus une réalité. Selon lui, il est nécessaire de consolider la paix au Mali et la mise en place d'un système de justice plus performant à travers des réformes législatives et réglementaires adéquates.

Pour le ministre Kassogué, les réformes législatives envisagées, notamment dans le secteur de la justice, participent, pour une large part, de la refondation dont notre pays a besoin pour apporter un changement qualitatif et durable dans la vie de la nation et de nos concitoyens. « Facteur de paix et de cohésion sociale, la justice est considérée comme l'un des socles

majeurs pour la conduite de ce changement visant à bannir les comportements subversifs et placer le citoyen au cœur de l'action de l'Etat », a-t-il déclaré. Avant de donner l'assurance que son département ne lésinera sur aucun moyen pour soutenir les actions de réformes nécessaires dans les différents domaines, notamment la relecture du Code pénal et du Code de procédure pénale pour renforcer l'efficacité dans la lutte contre l'impunité, sous toutes ses formes.

A.M. Touré

Source : 22 Septembre

Projet « un policier, un toit » : Construction très prochaine d'un premier lot de 1000 logements sur 20000 prévus

Ce projet qui sera réalisé sur le site de 37 hectares de Dialakorobougou de l'ACI, est destiné aux fonctionnaires de police

Une bonne affaire pour l'Amicale de la Police Nationale et son président, le Commissaire Divisionnaire Mamoutou Togola, grâce à l'Agence de Cession Immobilière du Mali (ACI) et la Société de Promotion Immobilière « TRACO- INTER SA ».

L'ACI en phase de redressement, avec son tout nouveau jeune Directeur Amadou Djadjé Maïga, vient d'officialiser la signature d'un avenant de convention pour la construction de 1000 logements à usage d'habitation. Ce projet qui sera réalisé sur son site de 37 hectares de Dialakorobougou est destiné aux fonctionnaires de police de la République du Mali avec le concours du grand patriote et opérateur immobilier Oumar Diawara.

Selon M. Diawara, le délai pour la fin des travaux de construction des logements en bail est prévu pour 18 mois à compter du mois d'avril 2022. La durée du bail pour le bénéficiaire est étalée sur 20 ans. Le coût d'investissement du projet est estimé à 16 milliards de FCFA. « L'exécution des travaux qui seront confiés aux entreprises locales sur 18 mois va contribuer à créer des opportunités d'emplois locaux pour environ 4000 personnes », a assuré M. Oumar Diawara.

L'ACI, initialement était liée à son partenaire APIM à travers une convention pour un projet de ville nouvelle dont la durée prévue pour la fin des travaux était de 3 ans à compter de mars 2014. Et jusqu'à nos jours les travaux étaient à l'arrêt, donnant lieu à toutes sortes d'interprétations, menaces et de spéculations foncières par les prédateurs fonciers et leurs complices.

A travers cette convention issue d'un nouvel avenant permettant à l'ACI de traiter directement avec l'opérateur Oumar Diawara dûment reconnu par l'APIM, et respectant les textes en vigueur, bientôt 1000 maisons entièrement

terminées, prêtes à être habitées. « Entrez avec vos affaires et dormez avec clés en main, disponibles à Dialakorobougou ACI seront remises à 1000 fonctionnaires policiers et dont l'échéance de bail pour chaque maison est de 20 ans par acquéreur ».

Sur place sur le site, ce 26 février 2022, le chargé à la communication de l'Amicale de la Police, Bougouna Baba Dembélé, a affirmé que les maisons seront de type F3 (200 m²), type F4 (250 m²) et type F5(300m²).

Le projet intitulé « un policier un toit » à l'initiative des hautes autorités actuelles de la Transition dont la première pierre a été posée le 9 juillet 2021 par le ministre Daoud Aly Mouhamedine en charge de la Sécurité et de la Protection Civile répond aux besoins réels incessants des fonctionnaires policiers, qui ne disposent pas de leurs propres maisons et subissent parfois toutes sortes de difficultés, allant souvent jusqu'à l'humiliation par le déguerpissement, dû au simple fait que les maisons où ils habitent ne leur appartiennent

pas.

Avec ce projet « Un policier, un toit », nous sommes en mesure d'affirmer qu'il y a désormais au Mali un début de solution au problème de logements des policiers dans le respect de leurs droits et des intérêts de l'Etat. Aucun policier ne devrait être sceptique ou hésitant pour ce bail dans un futur proche. Une fois la maison remise à son acquéreur fonctionnaire, l'Etat versera, tous les mois, à cet opérateur économique, les coûts de son loyer. Une joie et un bonheur pour certains voisins du site déjà installés dans leurs maisons. Nous sommes contents qu'un site soit affecté à nos FAMA et aujourd'hui les policiers. Cela prouve que le ministre actuel des policiers déploie des efforts pour les gens confiés à lui par Dieu. Cependant, le ministre doit tout faire pour chasser de ce site, les spéculateurs fonciers. Cela facilitera le respect du délai des travaux de l'entreprise qui a le marché », a insisté M.B, voisin du site de l'Amipol.

Pour de telles belles initiatives concrètes et bénéfiques pour nos hommes en uniforme, nous encourageons les banques de la place à accompagner la Société TRACO INTER SA. Déjà ORABANK va appuyer et accompagner ce projet pour améliorer les conditions de vie de nos policiers qui, depuis 2017, espéraient voir se concrétiser un tel rêve. Selon une source de l'entreprise, les discussions sont en cours avec d'autres banques de la place.

Madou's Camara info360

Source : 22 Septembre



Politique de réparation des victimes : Un outil de restauration de la dignité des victimes

A la faveur d'une conférence presse animée le jeudi 3 mars 2022, le président de la commission vérité justice réconciliation (CVJR), Ousmane Oumar Sidibé, a donné des éclaircissements sur la réparation des victimes de violations graves de droits de l'homme de 1960 à nos jours.

La politique nationale de réparation est de contribuer à la construction d'un Mali juste, pacifique, uni et réconcilié à travers la restauration de la dignité des victimes par réparation adéquate des préjudices causés aux victimes, tout en accordant une attention particulière aux femmes et aux enfants ainsi qu'aux autres personnes en situation de vulnérabilité.

Il faut noter que la CVJR a été créée avec pour mission de contribuer à l'instauration d'une paix durable à travers la recherche de la vérité, la réconciliation et la consolidation de l'unité nationale et des valeurs démocratiques. Elle est chargée d'enquêter sur les cas de violations graves des droits de l'homme individuelles et/ou collectives commises dans le pays, et spécifiquement celles commises à l'égard des femmes et des enfants, mener des enquêtes sur les cas d'atteinte à la mémoire individuelle et/ou collective et au patrimoine culturel, établir la vérité sur les violations graves des droits de l'homme et les atteintes aux biens culturels ci-dessus cités, en situer les responsabilités institutionnelles, et proposer des mesures de réparation ou de restauration, faire des recommandations dans le domaine de la prévention des conflits etc.

Le président Ousmane Oumarou Sidibé a précisé qu'après une série de démarches pour faire la lumière sur le passé, la CVJR a entamé des consultations auprès des victimes et certains acteurs en matière de réparation. Ces consultations ont abouti à la préparation d'un document de politique nationale de réparation dont la mise en œuvre permettra de mettre les victimes dans leurs droits. « **Selon les textes de la CVJR, les victimes sont des personnes physiques ayant subi un ou des préjudices résultant de violations graves des droits de l'Homme commises en lien avec une ou plusieurs des crises que le Mali a connues de 1960 à nos jours** Sont considérés également comme des vic-



times les ayants droit des victimes directes décédées ou portées disparues et toute autre personne physique ayant subi un préjudice lors de son intervention visant à aider la victime ou à empêcher son agression. Ils comprennent les ascendants directs (père et mère), les descendants (enfants), le ou les conjoints de la victime de la victime directe, à l'exclusion des collatéraux. Le collectif de victimes est une association, une organisation, un syndicat, ou un groupe d'individus organisé ayant des spécificités sociales ou géographiques propres et ciblé d'une façon massive ou systématique par des violations graves de droits de l'homme », a-t-il expliqué.

Dans la même démarche, Ousmane Oumarou Sidibé, dira que conformément aux conventions internationales ratifiées par le Mali et eu égard au caractère massif des violations des droits de l'Homme, la politique de réparation fait le choix de se concentrer sur les violations graves, c'est-à-dire celles pouvant entraîner un préjudice d'une gravité certaine pour les personnes ou les groupes de personnes, qu'il soit physique, psychologique, social ou économique. « **Les violations graves des droits de l'homme sont les atteintes graves aux droits de l'homme commises, en lien avec les crises que le Mali a connues depuis 1960 à 2019, d'une part, par les or-**

ganes de l'État ou par des groupes ou individus ayant agi en son nom ou sous sa protection, et ce, même s'ils n'avaient ni la qualité ni les attributions leur permettant d'agir, d'autre part, par des groupes organisés ou des individus agissant en leur nom », a-t-il dit.

Selon le Règlement intérieur de la CVJR ces violations sont notamment les meurtres et exécutions arbitraires, arrestations ou détentions arbitraires, enlèvements et séquestrations, enrôlements forcés et tentatives d'enrôlement, viols et autres violences sexuelles, pillages, vols et destructions des propriétés, disparitions forcées, déplacements forcés, tortures et autres traitements cruels, inhumains ou dégradants, destructions du patrimoine culturel. Dans le cadre de la présente politique nationale de réparation, seules les victimes, les ayants droit des victimes et les collectifs de victimes de ces violations graves sont éligibles aux mesures de réparation. Par ailleurs, il a indiqué que les dépositions ont commencé le 3 janvier 2017 dans les antennes régionales. A la date d'aujourd'hui, plus de 25 000 dépositions ont été recueillies dans les antennes régionales et auprès des équipes mobiles, l'organisation de 4 audiences publiques et une base de données

■ Ibrahim SANOGO

Lutte contre le diabète : La fondation Orange Mali aux cheveux du CNLD

La fondation Orange Mali a remis des lits d'hospitalisations au centre national de lutte contre le diabète (CNLD). C'était au cours d'une cérémonie, en présence des cadres du CNLD et des diabétiques. Selon les responsables du centre national de lutte contre le diabète, cette donation vient d'élargir le parc hospitalier de la structure.

La fondation Orange renforce les efforts du centre national de lutte contre le diabète (CNLD) en matière de lutte contre cette maladie. Dans un esprit philanthropique, la fondation Orange Mali a aménagé de la cour du centre national de lutte contre le diabète. A cela s'ajoute, le don de 10 lits d'hospitalisation, le tout pour un montant estimé à plus de 17 millions de FCFA. En effet, pendant hivernage, l'accès aux locaux du CNLD relève de la croix et de la bannière à cause du problème d'évacuation d'eau. Avec ces travaux d'aménagement l'accès au centre est devenu plus facile pour les patients et corps médical. L'administratrice de la fondation orange Mali, Hawa Diallo, a exprimé toute sa satisfaction d'être parmi les partenaires crédibles du centre national de lutte contre le diabète. A l'en

croire, ce geste permettra de lutter efficacement contre le diabète. « Notre partenariat avec le centre national de lutte contre le diabète remonte depuis quelques années. Nous avons été sollicités l'année dernière pour l'aménagement de la cour du centre national de lutte contre le diabète. Aujourd'hui, c'est chose faite. La fondation orange Mali se réjouit de pouvoir améliorer l'accessibilité des malades du personnel du centre. Aujourd'hui, c'est la remise de 10 lits d'hospitalisation. Nous encourageons et remercions tous les acteurs qui œuvrent pour ce centre afin de permettre le mieux-vivre et le mieux-être des malades », a-t-elle souligné.

Aux dires, du président de l'association de lutte contre le diabète, Adama Moussa Diallo a sou-

ligné que le diabète constitue de nos jours un réel problème de santé publique au Mali. « Nous sommes fiers d'accueillir l'administratrice de la fondation orange Mali pour la remise des lits d'hospitalisation. Ce geste hautement salubre rentre dans l'humanitaire, une valeur cardinale de la société malienne. Nous remercions la fondation Orange Mali pour le dallage de la Cour du centre national de lutte contre le diabète. Par ma voix et au nom des bénéficiaires, nous remercions les donateurs du jour qui viennent d'enlever une épine de notre pied. En plus de tout ce que vous avez fait pour nous, nous en sommes reconnaissants et sollicitons votre appui encore pour le dallage de la troisième cour et un centre de réanimation », a-t-il dit.

La prise en charge de cet aménagement et le don de ces lits répondent aux engagements de la fondation Orange Mali de soutenir la santé en général et celles des couches les plus défavorisées en particulier mais aussi d'appuyer les autorités compétentes.

Le diabète est un véritable problème de santé publique avec un taux de prévalence de plus de 3% au Mali. Elle cause beaucoup de décès et est responsable de nombreuses complications invalidantes.

■ Ibrahim SANOGO





DIONA DIONA
PHOENIX
Pour un nouveau souffle de vie



SERVICE DE NETTOYAGE

(PROFESSIONNEL, FIABLE, EFFICACE)

Résidentiel & Commercial

Nos services

- ✓ Nettoyage basique (Balai, Serpillière)
- ✓ Nettoyage du sol en profondeur (Carreaux et joints de carreaux avec mono-brosse)
- ✓ Nettoyage en profondeur de l'établissement (Dessus et dessous de meubles, Plafonds, Ventilateurs, Vitres, Miroirs, Portes et fenêtres)
- ✓ Nettoyage et protection des meubles en cuir
- ✓ Lavage de tapis (Sur place et séchage en 6 heures maximum)
- ✓ Lavage de Meuble en tissus, en velours et en faux cuir (Fauteuils, Canapés et chaises)
- ✓ Lavage en profondeur des dalles externes

-25%
DE RÉDUCTION
SUR LE 1ER SERVICE RENDU

CONTACTS:

+223 76 39 51 50 - 76 39 73 65

Choguel Kokalla Maïga sur 'VOXAFRICA' : Les autorités maliennes favorables à une durée raisonnable de la Transition

Sur la durée de la Transition au Mali, la position des autorités ne souffre d'aucune ambiguïté, contrairement à ce qu'affirment certaines opinions. Lors d'une interview qu'il a récemment accordée à nos confrères de "Voxafrica", le Premier ministre, Choguel Kokalla Maïga, a soufflé la position du gouvernement sur la durée qui va être proposée à la CEDEAO par l'équipe technique en charge de la question. Selon lui, les autorités maliennes sont favorables à une durée raisonnable de la Transition.

Non, le Colonel Assimi Goïta et son équipe n'ont aucune intention de s'accrocher au pouvoir. Les Maliens ont certes fait une proposition de proroger la Transition de 6 mois à 5 ans, à l'issue des Assises nationales de la refondation. Mais, tout porte à croire que les autorités ont changé d'avis, quant au respect strict des 6 mois à 5 ans proposés. Compte tenu des mésententes et des cancons suscités par cette proposition des Maliens, Assimi Goïta, Président de la Transition, et son gouvernement seraient dans une logique d'opter pour une durée raisonnable, en ce qui concerne la fin de la phase transitoire du pays. En tout état de cause, le Premier ministre, Choguel Kokalla Maïga, a coupé court à toutes les rumeurs, lors d'un entretien qu'il a récemment fait sur la chaîne "Voxafrica". À l'entendre, la balle est plutôt dans le camp des Chefs d'Etat africains de la CEDEAO. Le PM Maïga annonce que la partie malienne est déjà prête à proposer et discuter pour une durée qui ne dépasse pas 4 ans. « Tous les délais que nous avons soumis à la CEDEAO ont été justifiés. Elle n'a pas voulu négocier avec nous. Ils (chefs d'Etat africains) ont décidé de prendre des mesures en violation des textes. L'embargo est illégal. Il n'y a aucun texte de la CEDEAO et de l'UEMOA qui le prévoit », répète le Dr. Maïga. Les chefs d'Etat africains ont pris des mesures illégales, soi-disant qu'ils veulent instaurer un régime démocratique. L'embargo en vigueur au Mali a été pris pour assommer les autorités maliennes, les déstabiliser et les renverser, a-t-il avancé, avant de poursuivre : « Nous pensons que cet embargo fait du tort et au Mali et aux pays africains ». Dans cet entretien, le leader politique trouve que les sanctions de la CEDEAO engendreront des répercussions sur le quotidien de tous les pays limitrophes du Mali. Aussi, le chef du



Gouvernement estime que le Mali est prêt à dialoguer avec la CEDEAO, en vue de trouver une durée consensuelle pour la Transition. Sans détour, il précisera : « nous avons fini à notre niveau, il n'y a aucun problème de notre côté. Nous sommes prêts à discuter. Je crois que le constat a été fait au niveau de la CEDEAO que les sanctions ne sont pas la solution » pour la crise malienne. Qu'il s'agisse du Mali ou de la CEDEAO, chaque partie se trouve, selon lui, dans une dynamique de négociations. Partant de ses précisions, le médiateur de la CEDEAO pour le Mali, en l'occurrence Goodluck Jonathan est arrivé, le jeudi 24 février 2022 à Bamako, avec des informations qui n'étaient pas le résultat des discussions enclenchées entre l'équipe technique du Mali et celle de l'organe. « Il est venu avec une proposition. Il semblerait qu'il lui a été dit que nous (Mali et CEDEAO) discussions sur la base de 12 à 16 mois, lors de cette dernière mission

», explique Choguel qui précise : « Il se trouve que ce n'est pas ce qui a été discuté par notre équipe et l'équipe de médiation technique qui est sur place. Lorsque cela a été dit à Goodluck par le président Assimi Goïta, il a estimé qu'ils attendent que les équipes techniques avancent dans les discussions ». On ne peut pas non plus donner un mandat indéterminé à la Transition, c'est quoi le délai que vous proposez à la CEDEAO, c'est moins de quatre (4) ans ? Demande le journaliste à Choguel qui répond : « Mais bien sûr, c'est 4 ans et en-dessous. C'est moins de 4 ans ». Cette révélation laisse aisément comprendre que les autorités ne sont pas prêtes pour une durée transitoire de 5 ans, même si certains Maliens continuent de plaider pour cette cause.

Mamadou Diarra
Source: Le Pays- Mali

Chronogramme consensuel : Le Mali et la CEDEAO semblent avoir pris conscience des conséquences de leur bras de fer sur les populations

Le médiateur de la Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO) pour le Mali vient d'effectuer une visite de deux jours (24-25 février 2022) dans notre pays pour s'informer sur l'évolution de la situation politique et affiner les discussions sur un chronogramme consensuel devant conduire à la levée des sanctions contre le Mali. Dans l'après-midi du jeudi dernier (24 février 2022), l'ancien président nigérian Goodluck Jonathan a été reçu au Palais de Koulouba, par le Président de la Transition, le Colonel Assimi Goïta.



Je me réjouis de l'entretien que j'ai eu ce jour (jeudi 24 février 2022) avec Goodluck Jonathan médiateur de la CEDEAO pour le Mali. Je salue sa contribution au dialogue entre le Mali et notre organisation sous-régionale», a déclaré le Président de la Transition, le Colonel Assimi Goïta, à l'issue de sa rencontre avec le Médiateur de la CEDEAO qui a effectué une visite de deux jours au Mali (24-25 février 2022).

Et même si les documents contenant les propositions de la CEDEAO avaient fait l'objet de fuite avant l'arrivée même de la délégation ouest-africaine, très peu d'informations ont filtré des différentes rencontres de Goodluck Jonathan dans notre pays. N'empêche qu'il est évident que l'organisation sous-régionale sem-

ble avoir enfin compris que le délai de 18 mois (la Transition devrait s'achever le 27 février 2022) n'est plus d'actualité. «Nous savons qu'il y a eu quelques difficultés et que cette date pourrait ne pas être honorée», a avoué Goodluck Jonathan qui a inscrit sa mission dans le «besoin d'affiner les discussions pour voir comment nous pouvons aller de l'avant». Autrement, il est venu prendre langue avec les autorités maliennes pour «rapprocher les positions et bien relancer le dialogue» avec l'organisation sous-régionale. Selon lui, un groupe de travail (composé de représentants de la CEDEAO, de l'Union Africaine, de l'ONU et de notre pays) a été constitué et les conclusions auxquelles il est parvenu ont permis d'élaborer un «cadre de recommandations qui

permettront de voir comment affiner les décisions à prendre».

Et, a-t-il prévenu, «le document qui circule n'est pas totalement à rejeter, mais il y a d'autres points qui ne s'y trouvent pas pour l'instant. Quand il sera finalisé, nous allons le partager avec la partie malienne qui va réagir là-dessus et permettre la poursuite des discussions».

Suite aux sanctions prises contre le Mali par la CEDEAO et l'UEMOA, le 9 janvier dernier, nos autorités ont mis en place un groupe technique réunissant des experts maliens, des responsables de la CEDEAO, de l'UA et des Nations Unies pour discuter des questions diverses liées à la Transition. Et ses premières recommandations, selon Goodluck Jonathan, sont en train d'être examinées pour voir quelles sont les mesures que «nous pouvons prendre et les étapes à suivre».

A l'écouter, c'est après l'analyse des différents documents soumis de part et d'autre et par toutes les parties prenantes, que la situation pourrait se décanter. «Quand cela sera fait, nous pouvons mieux nous prononcer sur la durée de la Transition et quand est-ce que les élections pourront se dérouler», a confié le médiateur à la presse.

En tout cas, le ministre Abdoulaye Diop (Affaires étrangères et Coopération internationale) s'est félicité que «nos équipes aient pu procéder à une évaluation technique afin de convenir des éléments qui sont dans ce document. Pour ce qui concerne le reste, il est jugé nécessaire que les discussions puissent se poursuivre pour pouvoir arriver à un chronogramme consensuel». Et d'espérer que les choses avancent vite dans les jours à venir.

Et comme l'a analysé le jeune leader politique Moussa Sey Diallo, «la CEDEAO a compris ses erreurs et les gouvernants maliens savent que les populations souffrent. Chacun veut éviter l'impasse. C'est pourquoi les négociations sont apaisées et discrètes parce que chacun a eu le temps de mesurer les conséquences de ses décisions. Cette fois-ci il y aura une solution». Les Maliens l'espèrent de tout cœur afin de pouvoir se concentrer sur les réformes indispensables à la refondation de l'Etat et à l'instauration d'une gouvernance vertueuse.

Naby
Source : Le Matin



Festival International du Wassulu (FIWA 2022) : La diva de la musique malienne reçue au Ministère de la Sécurité et de la Protection Civile

Le Secrétaire général du Ministère de la Sécurité et de la Protection Civile, m. Oumar Sogoba a, au nom du ministre de la Sécurité et de la Protection Civile, le Général de Brigade Daoud Aly MOHAMMEDINE, reçu en audience, en début d'après-midi, la diva de la musique malienne, Oumou Sangaré. Organisatrice d'un festival annuel dénommé FIWA ou Festival International du Wassoulou, elle était venue requérir auprès du Départe-

ment de la Sécurité et de la Protection Civile une couverture sécuritaire de l'événement, eu égard au grand nombre de festivaliers et d'invités de marque. Déjà à sa cinquième édition, ce festival, d'une durée de trois jours et qui débutera ce jeudi 03 mars, a le mérite de valoriser la richesse culturelle du Wassoulou et partant, booster une économie locale aux potentialités dynamiques. Selon la Promotrice du FIWA, tous les continents y seront repré-

sentés avec des artistes de renom.

Ainsi, plus d'un millier de festivaliers sont attendus à YANFOLILA, toute chose qui nécessiterait une sécurisation accrue de l'événement, au regard du contexte sécuritaire du pays. En réponse, le Secrétaire Général a salué la démarche de son hôte et l'a rassuré de la présence des forces de sécurité tout au long du festival, eu égard même à leur mission régaliennne de sécurisation des personnes et de leurs biens.

Le chef de Cabinet le Commissaire Divisionnaire Seydou DOUMBIA, digne fils du terroir, a reconnu l'impact du festival sur les l'épanouissement économique et culturel des populations locales. En plus du Chef de Cabinet, le Point focal Genre du Ministère de la Sécurité et de la Protection Civile, le Commissaire Divisionnaire Awa COULIBALY, a également pris part à cette audience.

Ministère de la Sécurité et
de la Protection Civile

“LE DERNIER REFUGE” :

La présentation du film pour le 5 mars 2022

Le réalisateur, Ousmane Samassékou, a animé, le jeudi 3 mars 2022. Il s'agissait d'annoncer la diffusion de la première bande annonce de son film « Le Dernier refuge », prévue le samedi 5 mars 2022, au Ciné Magic ex Babemba à partir 17 heures.

En prenant la parole, le directeur général du Centre National de la cinématographie du Mali, (CNCM), Modibo Souaré, a laissé entendre que “Le Dernier refuge” est un film typiquement malien qui a été présenté pour les Oscars aux USA pour la première fois de l'histoire d'un film malien. « **C'est une contribution de notre part pour inciter la population à suivre le dernier refuge. Le dernier refuge a été le seul film, qui a été à la phase finale des Oscars aux Etats Unis. C'est une fierté pour le cinéma Africain en général et celui du Mali en particulier** », a témoigné Modibo Souaré.

Dans son intervention, le réalisateur du film, Ousmane Samassékou, a souligné que son choix est tombé sur ce film depuis 2015. Selon l'auteur, ce long métrage d'une durée 1h 35 mn est inspiré d'un fait réel. « **Je me suis référé du parcours de mon frère qui avait déjà décidé d'aller en aventure à la quête d'une vie meilleure. Malheureusement, il**

n'est jamais retourné. A travers cette scène dramatique que je me suis lancer pour faire en faire un film. Ce cinéma ressort beaucoup de communication et de sensibilisation sur les dangers de l'exode », a-t-il martelé.

Ousmane Samassékou a rappelé que ce film a été produit dans trois studios à savoir Steps en Afrique du Sud, Point du Jour en France et DS Production au Mali. Le premier tournage a été soumis à notre niveau. Ce qui a permis la réalisation de ce film à redoubler d'efforts pour l'atteinte de ses objectifs », a-t-il précisé.

Le film de 85 minutes parle de la maison du migrant de Gao au Mali, refuge en plein désert du Sahel, accueille de nombreuses personnes en transit, vers l'Algérie au Nord, ou vers le retour après un échec. Synopsis : Esther et Kady, deux adolescentes burkinabè de 15 et 16 ans, vont y séjourner, le temps de retrouver des forces pour continuer leur chemin. Elles nouent une amitié avec Natacha, une migrante

dont la mémoire a disparu au fil des ans et des épreuves, ainsi que tout espoir de retrouver les siens. Le trio retrouve alors un semblant de vie familiale, partageant des instants de gaieté et d'espoir. Mais le voyage des jeunes filles se profile à contre-courant de nombreuses autres trajectoires faites d'échecs et de traumatismes. La maison, tel un rempart aux murs fragiles, résiste difficilement à l'appel du désert, dont le murmure lointain berce les rêves et les cauchemars les plus profonds.

Ousmane Samassékou est détenteur d'une maîtrise obtenue à faculté des sciences économiques et de gestion. Ensuite, il a poursuivi ses études en Master au conservatoire des arts et métiers du multimédia. Il obtient par la suite un master 2 en production audiovisuelle et documentaire à l'Université Gaston Berger de Saint Louis au Sénégal. En 2011, il réalise 3 courts métrages dont Caski Nafa qui remporte le premier prix du festival Ciné Ado de Bamako. Il intègre et se forme dans la société DS Productions et réalise le court métrage une confession, avec lequel il remporte le meilleur scénario au Festival Clap Ivoire. C'est en 2015, il termine son premier long métrage documentaire sur les maux qui entravent la formation et l'éducation au Mali « Les héritiers de la colline » qui remporte le « Grand Prix du Jury » au Festival d'Agadir et mention spéciale du Jury aux AMAA Awards » avec une vingtaine de sélection dans le monde.

■ Ibrahim SANOGO





Guerre en Ukraine : Emmanuel Macron veut tirer les leçons de l'invasion russe au niveau européen

■ ■ À ce retour brutal du tragique dans l'Histoire, nous nous devons de répondre par des décisions historiques », a déclaré Emmanuel Macron, mercredi 2 mars, dans une allocution télévisée peu après avoir dénoncé l'invasion de l'Ukraine par la Russie comme une guerre « nourrie d'une lecture révisionniste de l'Histoire de l'Europe ». « D'ores et déjà, notre Europe a montré unité et détermination. Elle est entrée dans une nouvelle ère », a-t-il ajouté.

Le sommet informel de l'UE, organisé au château de Versailles, près de Paris, dans le cadre de la présidence tournante française, aura donc à prendre des décisions sur « une stratégie d'indépendance énergétique européenne » et sur « la défense européenne », selon lui. À l'origine, ce sommet devait porter « sur le modèle européen de croissance et d'investissement pour 2030 », à la suite du vaste plan de relance engagé par l'UE en pleine crise du Covid-19.

L'Europe « doit désormais accepter de payer le prix de la paix »

L'Europe « doit désormais accepter de payer le prix de la paix, de la liberté, de la démocratie. Elle doit investir davantage pour moins dépendre des autres continents et pouvoir décider pour elle-même, en d'autres termes devenir une puissance plus indépendante, plus souveraine », a déclaré Emmanuel Macron.

« Puissance de paix, nous ne pouvons pas dépendre des autres pour nous défendre, que ce soit sur terre, sur mer, sous la mer, dans les airs, dans l'espace ou le cyberspace [...]. Notre défense européenne doit franchir une nouvelle étape », a-t-il ajouté.

« Nous ne pouvons plus dépendre des autres, et notamment du gaz russe, pour nous déplacer, nous chauffer, faire fonctionner nos usines. Voilà pourquoi, après avoir décidé, pour la France, le développement des énergies renouvelables et la construction de nouveaux réacteurs nucléaires, je défendrai une stratégie d'indépendance énergétique européenne », a poursuivi le président français.

Face à une guerre aux portes de l'Europe qui inquiète les Français, Emmanuel Macron a

voulu jouer la carte de la sincérité, analyse Valérie Gas, du service politique de RFI. « Les jours prochains seront vraisemblablement de plus en plus durs », a-t-il expliqué avant de prévenir que les conséquences de ce conflit vont se faire sentir en France. Mais Emmanuel Macron le promet : « Je n'ai et n'aurai qu'une boussole : vous protéger. »

Protéger tout de suite notamment avec un plan de résilience économique et sociale que le Premier ministre doit élaborer, mais aussi préparer l'avenir, car Emmanuel Macron l'a affirmé, la guerre en Ukraine marque « une rupture » qui bouleverse l'Europe. L'Europe, c'est son cheval de bataille depuis 2017. Ce conflit permet à Emmanuel Macron de la remettre au cœur de son action avec l'ambition de la transformer en puissance « souveraine » et « indépendante ». Une ambition de président bientôt candidat ; d'ailleurs, Emmanuel Macron a évoqué la présidentielle : « Cette guerre vient aussi percuter notre vie démocratique et la campagne électorale qui s'ouvre officiellement à la fin de cette semaine. Cette campagne permettra un débat démocratique important pour la Nation, mais qui ne nous empêchera pas de nous réunir sur l'essentiel. » Une manière de préparer son entrée en lice, tout en affichant sa volonté de ne pas sombrer dans les querelles politiciennes. Une posture et un message à ses adversaires.

Source : RFI avec AFP

France : La déclaration de candidature de Emmanuel Macron

Lors de son allocution télévisée sur la guerre en Ukraine, le président français a annoncé la tenue d'un sommet européen informel les 10 et 11 mars à Versailles qui « aura à décider » sur « le nouveau modèle économique » de l'UE, rendu nécessaire par l'invasion russe.



Mes chers compatriotes, Depuis cinq ans, nous avons traversé ensemble nombre d'épreuves. Terrorisme, pandémie, retour de la violence, guerre en Europe : rarement, la France avait été confrontée à une telle accumulation de crises. Nous avons fait face avec dignité et fraternité. Nous avons tenu bon sans jamais renoncer à agir. Grâce aux réformes menées, notre industrie a pour la première fois recréé des emplois et le chômage a atteint son plus bas niveau depuis quinze ans. Grâce au travail de tous, nous avons pu investir dans nos hôpitaux et notre recherche, renforcer nos armées, recruter policiers, gendarmes, magistrats et enseignants, réduire notre dépendance aux énergies fossiles, continuer à moderniser notre agriculture. Grâce à nos efforts, nous avons, avant la pandémie, réduit nos déficits et, tout au long du quinquennat, baissé les impôts de manière

inéдите. Tout cela nous a permis d'être crédibles et de convaincre nos principaux voisins de commencer à bâtir une Europe-puissance, capable de se défendre et de peser sur le cours de l'Histoire.

□ Nous n'avons pas tout réussi. Il est des choix qu'avec l'expérience acquise auprès de vous je ferais sans doute différemment. Mais les transformations engagées durant ce mandat ont permis à nombre de nos compatriotes de vivre mieux, à la France de gagner en indépendance. Et les crises que nous traversons depuis deux ans montrent que c'est bien ce chemin qui doit être poursuivi.

Nous connaissons des bouleversements d'une rapidité inouïe : menace sur nos démocraties, montée des inégalités, changement climatique, transition démographique, transformations technologiques. Ne nous trompons pas : nous ne répondrons pas à ces défis en choi-

sisant le repli ou en cultivant la nostalgie. C'est en regardant avec humilité et lucidité le présent, en ne cédant rien de l'audace, de la volonté et de notre goût de l'avenir que nous réussirons. L'enjeu est de bâtir la France de nos enfants, pas de ressasser la France de notre enfance.

Voilà pourquoi je sollicite votre confiance pour un nouveau mandat de Président de la République. Je suis candidat pour inventer avec vous, face aux défis du siècle, une réponse française et européenne singulière. Je suis candidat pour défendre nos valeurs que les dérèglements du monde menacent. Je suis candidat pour continuer de préparer l'avenir de nos enfants et de nos petits-enfants. Pour nous permettre aujourd'hui comme demain de décider pour nous-mêmes.

Il n'y a pas d'indépendance sans force économique. Il nous faudra donc travailler plus et poursuivre la baisse des impôts pesant sur le travail et la production. Pour ne pas nous laisser imposer par d'autres les technologies qui rythmeront demain notre quotidien, il nous faudra aussi continuer d'investir dans notre innovation et notre recherche afin de placer la France en tête dans les secteurs qui, comme les énergies renouvelables, le nucléaire, les batteries, l'agriculture, le numérique, ou le spatial feront le futur et nous permettront de devenir une grande Nation écologique, celle qui la première sera sortie de la dépendance au gaz, au pétrole et au charbon.

C'est à la condition de cette reconquête productive par le travail que nous pourrions préserver et même améliorer ce modèle social auquel nous tenons tant et qui a fait ses preuves.

Nous lutterons contre les inégalités, non pas tant en cherchant à les corriger toujours trop tard qu'en nous y attaquant à la racine. Nous ferons en sorte que tous les enfants de France aient les mêmes chances, que la méritocratie républicaine redevienne une promesse pour chacun. Pour cela, la priorité sera donnée à l'école et à nos enseignants, qui seront plus libres, plus respectés et mieux rémunérés.

Nous investirons pour permettre à chacun de vivre le grand âge à domicile tant qu'il le peut, pour rendre les maisons de retraite plus humaines. Nous poursuivrons sans relâche notre travail pour l'inclusion de nos compatriotes en situation de handicap. En matière de santé, nous opérerons la révolution de la prévention

et ferons reculer les déserts médicaux. La force de notre modèle social est là : dans cet investissement dans l'humain tout au long de la vie, qui donne confiance aux familles et a fait de la France l'un des pays d'Europe à la plus forte natalité.

Défendre notre singularité française implique enfin de promouvoir une certaine manière d'être au monde. Un art de vivre millénaire, enraciné dans chaque région, chaque canton, chaque ville et chaque village que ce soit en métropole ou dans nos outre-mer. Une histoire, une langue, une culture que lorsque l'on est Français, on se doit de connaître, d'aimer, de partager. Une citoyenneté, qui ne repose pas seulement sur des droits, mais sur des devoirs et un engagement de chaque jour. Parce que le respect des lois n'est pas négociable, nous poursuivrons l'investissement dans nos forces de sécurité et notre justice. Nous encouragerons l'engagement avec une ambition simple : former non pas seulement des individus et des consommateurs, mais des citoyens. Faire des républicains.

Tout au long de mon mandat, j'ai vu partout un esprit de résistance à toute épreuve, une volonté d'engagement remarquable, une inlassable envie de bâtir. Je l'ai retrouvée dans notre pays mais aussi en allant à la rencontre de nos compatriotes vivant à l'étranger. En chaque lieu, j'ai perçu le désir de prendre part à cette belle et grande aventure collective qui s'appelle la France. C'est pourquoi le moment électoral qui s'ouvre est si important. Cette élection présidentielle déterminera les directions que le pays se donne à lui-même pour les cinq années à venir et bien au-delà. Bien sûr, je ne pourrai pas mener campagne comme je l'aurais souhaité en raison du contexte. Mais avec clarté et engagement j'expliquerai notre projet, notre volonté de continuer à faire avancer notre pays avec chacun d'entre vous.

Ensemble, nous pouvons faire de ces temps de crises le point de départ d'une nouvelle époque française et européenne. Avec vous. Pour vous. Pour nous tous.

Vive la République !

Vive la France !

Emmanuel Macron

Burkina Faso : Les attentes par rapport à la nouvelle présidence du pays

Au Burkina Faso, le lieutenant-colonel Paul-Henri Sandaogo Damiba a été investi président, hier, mercredi 2 mars. La cérémonie s'est tenue dans la salle des banquets de Ouagadougou 2000. Le leader du Mouvement patriotique pour la sauvegarde et la restauration (MPSR), qui a pris le pouvoir par un coup d'État le 24 janvier, avait déjà prêté serment en février devant le Conseil constitutionnel. Et, 24 heures après l'adoption d'une charte de la transition, la cérémonie officielle de son investiture, très courte et sobre, n'était donc qu'une simple formalité.



Un simple maître de cérémonie, la remise du collier de la présidence, l'hymne national, les félicitations de rigueur, et tout était fini. Pour son investiture, le lieutenant-colonel Damiba n'a pas prononcé un seul mot. Tant mieux, pour Auguste Mohamed Koumsongo, vice-président de Sauvons le Burkina, l'heure n'est plus à la parole : « C'est bien. Ce que nous, nous allons demander au président, c'est qu'on aille directement au travail, qu'on aille sur le terrain, qu'on laisse un peu la capitale, qu'on descende dans les régions pour pouvoir récupérer les territoires déjà perdus et permettre aux déplacés internes de retourner chez eux. »

ILS NE PEUVENT PAS Y ARRIVER « SEULS »

Une impatience que modère maître Drabo Ya-couba Le Bon, coordonnateur de la Confrérie des Dozos sans frontières : « Ils ont besoin de plus de temps. Et ça, c'est très important. Donc, on demande toujours à la population

d'être patiente et de ne pas exiger aux toutes premières heures. S'ils sont là, il faut les accompagner. Mais, nous avons confiance qu'ils vont arriver avec le concours de nous tous, seuls ils ne peuvent pas. »

« IL Y A LA QUESTION DE LA CORRUPTION »

Et le nouveau président n'est pas attendu que sur la question sécuritaire. Pour Jules César Ouangré, président de l'Union citoyenne pour le changement, il faut s'assurer des progrès de la gouvernance : « Il y a la question de la corruption, des responsabilités. On a des chefs religieux, aussi, qui souvent se mêlent à la politique. Donc, cela fait que le citoyen aujourd'hui ne s'y retrouve plus ». Hier, la présidence a annoncé un audit financier général des structures de l'administration publique.

Source : RFI

Mercato – Real Madrid : Ancelotti a recalé cette piste chaude du Barca !

En fin de contrat le 30 juin avec Chelsea, Andreas Christensen serait partagé entre le FC Barcelone et le Bayern. Et pourtant, l'international danois aurait pu poser ses valises au Real Madrid.

De retour depuis peu au FC Barcelone, Xavi a déjà frappé fort sur le marché. En effet, le coach espagnol a enregistré les signatures de Dani Alves, Ferran Torres, Adama Traoré et de

Pierre-Emerick Aubameyang. Et il ne voudrait pas en rester-là. En effet, Xavi aimerait également se montrer actif lors du mercato estival. Dans cette optique, le technicien du Barça aurait identifié le profil d'Andreas Christensen. En fin de contrat le 30 juin avec Chelsea, le défenseur danois serait également dans le viseur du Bayern en vue de la prochaine fenêtre de transferts. Et alors que le Real Madrid au-

rait pu plomber les plans catalans et bavarois, Xavi et Julian Nagelsmann n'auraient pas à craindre Carlo Ancelotti.

LE REAL MADRID AURAIT SNOBÉ ANDREAS CHRISTENSEN

Selon les informations de Marca, Andreas Christensen aurait été proposé au Real Madrid avant la trêve hivernale. Toutefois, Carlo Ancelotti aurait refusé de recruter le défenseur de Chelsea. Reste désormais à savoir si Andreas Christensen posera finalement ses valises au FC Barcelone ou au Bayern Munich le 1er juillet.

Source : le10sport





Bélier (21 mars - 19 avril)

Le domaine professionnel est peut-être le seul qui fait exception aujourd'hui. Effectivement, Mars, le maître de votre signe, est en position favorable à votre réussite, et cette journée ne déroge pas. Tout va bien dans ce domaine, heureusement.

De mauvaises surprises ou des imprévus désobligeants pourraient vous surprendre du côté financier. La prudence est donc de mise, restez attentif à ce qui arrive. Vous avez besoin de votre sécurité matérielle, le contraire peut vous déstabiliser.



Taureau (20 avril - 19 mai)

Votre situation professionnelle se présente bien. Vous consolidez les acquis, votre position au sein de votre équipe laisse à penser que vous avez de beaux jours devant vous. Vous marquez des points importants. Vous êtes en bonne voie.

Vos petites affaires matérielles sont à jour, du coup, il ne vous en faut pas plus pour commencer à faire des plans sur la comète. Cependant, avant de dépenser votre argent à tort et à travers, vous prenez quand même quelques précautions.



Gémeaux (20 mai - 21 juin)

Votre environnement professionnel va se compliquer... La Lune va y semer une belle pagaille ! Plus que jamais, vos relations seront tendues. Entre collègues, les échanges seront exacerbés. Les conflits et autres disputes planeront au-dessus de votre tête !

Vous vous déciderez à éplucher vos comptes bancaires du mois précédent. Vous passerez tout au crible. Chaque dépense devra correspondre à un justificatif... Facture, courrier, simple ticket de caisse, etc. Vous ferez la chasse aux frais injustifiés



Cancer (21 juin - 21 juillet)

Les activités actuelles vous soumettent à une pression constante. Elles ne vous donnent pas de satisfaction. Si vous devez signer un contrat, lisez-le bien ! Il pourrait y avoir des déceptions à la clé. Elles sont liées aux revenus. Vous espérez gagner plus.

Pour économiser, il faut revoir vos habitudes. Vous dépensez à tout va sur des détails. À la fin, la somme à payer devient coquette. Les articles destinés à la maison pour la décoration vous plaisent. Pensez à payer à crédit ou en plusieurs fois !



Lion (22 juillet - 23 août)

Méfiance au travail, car la journée risque d'être explosive ! Votre tempérament fougueux subit les foudres d'Uranus sur votre Lune, ce qui a tendance à vous apporter de fortes colères, souvent incontrôlables ! Évitez les contacts si possible.

Les bons aspects de Neptune, en domicile, dans la maison de l'argent et des transformations, vous apportent des opportunités financières. Ils vous permettent également, de par sa conjonction au Soleil, de ressentir un épanouissement matériel non négligeable.



Vierge (23 août - 23 septembre)

Le moment est faste si vous souhaitez explorer de nouveaux horizons professionnels. Si vous recherchez des appuis de qualité, aucune difficulté, vous en trouvez facilement. On fait confiance à vos talents. Votre expérience fait la différence.

Gérer les problèmes au cas par cas est la solution la plus adaptée à vos petits soucis d'argent. Côté finances, c'est un peu laborieux, mais rien n'est alarmant. La nécessité de maîtriser votre budget le plus minutieusement possible est recommandée.



Balance (23 septembre - 22 octobre)

Travailler pour vivre et assurer vos fins de mois, oui ! En revanche, vivre pour travailler et ne pas avoir de vie privée... non ! C'est pourquoi, ami Balance, vous ne serez pas d'accord pour faire des heures supplémentaires à tire-larigot...

Tous les mois, vous vous faites la même promesse : mettre un peu de sous de côté ! Tous les mois, votre promesse n'est hélas pas tenue... Néanmoins, vous vous donnerez un délai de trois mois pour y parvenir. Ami Balance, l'essai de la dernière chance.



Scorpion (23 octobre - 22 novembre)

L'activité professionnelle est intense. La jalousie vous guette ! Elle peut s'immiscer sans que vous voyiez venir. Il est possible que vous ne trouviez pas de temps pour souffler. Les délais de travail vous épuisent ! L'organisation doit être revue.

Il règne encore des frais. Réaliser des dépenses reste difficile. Vous cumulez des charges importantes. Les loisirs sont aussi de la partie. Ils sont essentiels, car vous ne pouvez pas être frustré. La prudence est utile cependant pour garder de la trésorerie.



Sagittaire (23 novembre - 21 décembre)

Le sextile Vénus/Mercure dans votre quotidien, alliant expression et intellect, permet une bonne maîtrise de votre communication dans votre travail. Vous êtes réfléchi et pertinent dans vos raisonnements. Mais gare aux relations conflictuelles entre collègues !

Tout va bien, côté finances ! Au moins une satisfaction aujourd'hui ! L'argent n'est pas un réel problème pour vous, votre caractère généreux est plus fort. Vous pourriez même profiter d'opportunités immobilières qui s'offrent à vous en ce moment.



Capricorne (21 décembre - 20 janvier)

Vous êtes déterminé et très confiant. Aujourd'hui, on ne peut rien vous reprocher. Votre motivation déteint sur vos collègues de travail, et votre hiérarchie apprécie. Vous mettez la bonne ambiance. Croisons les doigts pour que ça dure ! Agir dans la précipitation n'arrange pas vos affaires. Les astres vous invitent à ne pas céder aux excès. Si vous devez négocier un contrat, essayez donc de viser juste. Vous devriez gagner un peu d'argent grâce à une augmentation de salaire.



Verseau (20 janvier - 19 février)

Aujourd'hui, votre patron enverra un message à votre chef de service. Votre planning de la semaine prochaine sera considérablement allégé... Les fameuses RTT ! Au lieu d'avoir des journées complètes de repos, vous ne viendrez travailler que le matin.

Ami Verseau, vis-à-vis de l'argent, vous n'aurez pas vraiment la main verte... Entre la perte de votre chéquier, de votre carte bleue ou de votre portefeuille, cette journée sera celle de tous les désagréments, notamment financiers ! Prenez garde...



Poisson (19 février - 21 mars)

Vos activités professionnelles se diversifient. Vous faites plein de tâches à la fois et votre capacité séduit un chef. Attention à ne pas en faire trop. En étant généreux, cela peut se retourner contre vous ! Il est conseillé de rester très discret.

Vous aimez acheter des accessoires pour renouveler la décoration. La maison fait partie des causes principales de dépenses. Des articles soldés ou du bricolage peuvent vous aider à réaliser des économies ! Bricoler peut être une idée pour économiser !

L'information est l'oxygène des temps modernes


Malikilé


QUOTIDIEN D'INFORMATION GÉNÉRALES, D'ACTUALITÉS ET DE PUBLICITÉS



Pour tous renseignements, abonnements, reportages, publicités, annonces ...
n'hésitez pas, contactez nous au :

70 44 22 23

 Journal Malikilé

 +223 70 44 22 23

 ampikile@gmail.com

 www.malikile.com